

Marche pour la fierté lesbienne 22 avril 2023

Nos existences lesbiennes : Gouines en lutte à tous les âges !

Pour la troisième année consécutive, nous, lesbiennes*, appelons à prendre la rue le samedi 22 avril 2023 à Lyon, à l'occasion de la journée dite de visibilité lesbienne qui a lieu chaque année le 26 avril.

Nous, lesbiennes, exigeons cependant plus que d'être simplement vu-es, entendu-es ou représenté-es : nous voulons encore et toujours faire de cette journée un temps fort des fiertés et des luttes lesbiennes à Lyon et continuer de nous battre pour nos droits et contre la lesbophobie structurelle.

L'année dernière, à l'occasion de cette même journée, nous avons marché sous le mot d'ordre « Lesbiennes contre l'extrême-droite ! ». Ce mot d'ordre était nécessaire dans le contexte d'entre-deux tours des élections présidentielles, qui révélaient la progression des idéologies d'extrême-droite en France. Nous avons affirmé que nous sommes, en tant que lesbiennes, des cibles de l'extrême-droite et avons revendiqué avec force notre soutien aux luttes antifascistes.

Cette année, nous réagissons aux dernières attaques du gouvernement contre nos acquis sociaux : le chômage, la retraite, la santé, un accueil digne des exilé-es, le droit au logement.

Toutes nos vies de lesbiennes, nous sommes et serons en lutte contre le pouvoir capitaliste au service des plus riches et qui persécute ses citoyen-nes les plus vulnérables, en lutte contre le gouvernement qui ne met pas les moyens contre les violences sexistes et LGBTIphobes et qui se rend complice de ces violences.

Gouines en lutte contre le projet de réforme des retraites : pour le droit de vivre nos vieilles lesbiennes dignement et en bonne santé !

Le projet de réformes des retraites discrimine particulièrement les femmes et impacte durement les personnes LGBTI, qui sont parmi les populations les plus vulnérables face à la vieillesse**.

Du fait de notre genre et de notre sexualité, nous sommes discriminé-es au travail et concerné-es par des interruptions de carrière ; en tant que personnes LGBTI, nous subissons également des discriminations professionnelles/salariales et bénéficions de moins de solidarité familiale, ce qui nous fragilise davantage dans la vieillesse.

Le temps de la retraite nous est précieux pour soutenir nos communautés, transmettre nos cultures et notre histoire, nourrir le dialogue et la solidarité entre les gouines de tous les âges. Nous revendiquons le droit de vivre ces retraites dignement et en bonne santé !

Dès l'enfance, nos existences lesbiennes sont mises en danger par l'inaction ou l'action complice de l'État :

Enfants et adolescent-es, nous vivons souvent des violences intra-familiales et nous ne sommes pas protégé-es par les structures qui devraient nous venir en aide (l'école ou le milieu médical), faute de moyens et de formation de ces structures.

La mutilation des personnes intersexes n'est toujours pas interdite et pour les enfants trans, cela relève du parcours du combattant d'accéder à des bloqueurs de puberté.

Nos coming-outs causent des fractures au sein des familles homophobes, lesbophobes, transphobes, et contraignent beaucoup d'entre nous à fuir, nous plongeant dans la précarité et dans l'instabilité familiale dès notre plus jeune âge.

A l'école, souvent victimes de harcèlement scolaire, nous ne sommes ni entendu-es, ni écouté-es. Pire, on nous fait taire : pensons à Dinah qui a mis fin à ses jours en octobre 2021, à l'âge de 14 ans, et dont l'enquête suite à la plainte de ses parents pour harcèlement, homicide involontaire et incitation au suicide, a été classée sans suite par la procureure de Mulhouse.

Pensons à Lucas, 13 ans, qui s'est donné la mort le 7 janvier 2023 suite à un harcèlement homophobe.

Toujours à l'école, le gouvernement ne donne pas les moyens des cours d'éducation à la sexualité et à la vie affective dont l'utilité dans la lutte contre les discriminations est pourtant reconnue. En toute impunité, le gouvernement est hors la loi puisqu'il ne donne pas les moyens à l'école et aux associations pour faire respecter la loi de 2001, qui prévoit trois séances d'éducation à la sexualité et à la vie affective par an dans les écoles, collèges et lycées.

Le gouvernement retire des fonds aux associations et structures féministes qui pourraient permettre de sensibiliser contre la lesbophobie, l'homophobie et la transphobie.

Nos existences lesbiennes à l'âge adulte sont une lutte perpétuelle pour nos droits face à un État qui cherche sans cesse à nous entraver et nous contrôler :

Nous sommes toujours empêché-es de construire nos familles lesbiennes comme nous le souhaitons. La loi bioéthique telle qu'elle a été promulguée en août 2021 ne nous convient pas : en l'état, elle exclut les hommes trans de la parentalité et elle est lesbophobe, puisqu'elle oblige les couples de lesbiennes à signer un acte notarié payant avant l'insémination qui reconnaît les deux femmes comme mères.

De plus, cette loi ne nous permet pas de choisir librement nos méthodes d'insémination : elle a interdit la méthode ROPA (Réception des ovocytes de la ou du partenaire) pour satisfaire l'extrême-droite qui avait peur qu'on mente aux enfants sur leur filiation ; elle empêche les femmes trans lesbiennes de concevoir leurs enfants avec leur partenaire, à cause de l'interdiction du don dirigé.

Dans tous les cas, cette loi n'est pas appliquée correctement. Lorsque les lesbiennes décident de faire les démarches en France, elles se heurtent à des mois voire des années d'attente. Le principe d'appariement obligatoire propulse aussi les couples de lesbiennes racisé-es dans une attente infinie et sans alternative. Souvent, les lesbiennes vivent des discriminations dans leur parcours d'accès à la PMA.

Nous exigeons l'ouverture de la PMA à absolument toutes et tous, personnes cis, trans et non-binaires, gratuite et sans condition, l'autorisation de la méthode ROPA, l'abandon du principe d'appariement comme norme et l'autorisation du don dirigé. Nous exigeons une présomption de co-maternité, privilège dont jouissent injustement les familles hétérosexuelles. Nous exigeons le droit de disposer librement de nos corps, de fonder librement nos familles loin du modèle hétéropatriarcal.

Plus généralement, notre santé lesbienne, ainsi que notre sexualité, sont au mieux non prises au sérieux car méconnues, au pire sujettes à de graves violences.

Le taux de consultation gynécologique chez les lesbiennes est particulièrement bas : pourtant, de récentes études montrent que les lesbiennes ont trois fois plus d'infections sexuellement transmissibles que les hétérosexuelles. Cela révèle le manque cruel d'information disponible, ainsi qu'un discours et une formation inadéquates des professionnel-les de santé. Le milieu médical ne peut pas, dans l'état actuel, permettre aux lesbiennes d'avoir une santé et une sexualité épanouies et sans danger.

Lesbiennes, nous sommes de toutes les luttes contre la casse sociale :

La loi Kasbarian, dite loi "anti-squat", frappera de plein fouet les plus vulnérables d'entre nous : personnes exilé-es, déscolarisé-es, en rupture familiale, sans emploi décent... Nous sommes nombreux-ses au sein de la communauté LGBTI à faire partie de ces catégories. Le seul intérêt des plus riches est au centre de ces lois et de ce climat de casse sociale entretenu par le gouvernement Macron ces dernières années.

Nous sommes lesbiennes et nous sommes anticapitalistes et antifascistes. Nous militons, que ce soit en tant que concerné-es ou en tant qu'allié-es, en faveur des revendications de toutes les minorités dont les droits sont menacés par ces idéologies et pour une solidarité internationale féministe, lesbienne, anticapitaliste et antifasciste.

Nous nous opposons à la récupération des luttes féministes et LGBTI à des fins racistes et islamophobes, au racisme d'Etat, à la loi islamophobe sur les « principes républicains » et à l'immonde loi Darmanin, pas encore promulguée, qui conduira à une négation radicale des droits fondamentaux des exilé-es***.

Nous résistons face aux réactionnaires de tout bord qui veulent nous effacer et nous restreindre au silence par le mépris ou par la violence.

Parce que partout où il y a des luttes pour l'émancipation et la vie digne, il y a des lesbiennes !

Nous continuerons de nous inscrire dans cette longue tradition de luttes et nous ne lâcherons rien !

Lesbiennes, nous sommes fortes, fières, féministes, radicales et en colère !

* Parce que nous célébrons la journée de fierté lesbienne, nous utilisons le terme « lesbienne ».
Nous nous adressons de manière plus générale à toutes les personnes qui embrassent le projet du lesbianisme politique, qui défendent un mode de vie lesbien et qui font l'expérience de la lesbophobie structurelle.

** <https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/170123/pour-une-retraite-radieuse-des-lgbti>

*** <https://www.gisti.org/spip.php?article6862>